



Analyse Cadre Harmonisé des zones à risque et identification des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (CH) au Cameroun



CAMEROUN

Résultats de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle

Valable : du 10/10/2022

Au 31/12/2022

Créé le : 16/10/2022

Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire.



Consommation alimentaire

- **SCA** : 13.9% des ménages ont une alimentation pauvre, 27,8% disposent d'une alimentation limite et 58,3% ont une alimentation acceptable.
- **rCSI** = 13.6% (sup ou égale à 19)
- **HHS** : 62.1% des ménages appartiennent à la phase 1 et seulement 0.4% pour la phase 5
- **DDDS** : 69% des ménages appartiennent à la phase 1 et seulement 2.6% pour la phase 5



Evolution des moyens d'existence

- **Crise** : 10.8% de l'ensemble des ménages avec 15,7% pour la région du Nord et 15.2 % région du Sud-Ouest
- **Neutre** : 63.6% de l'ensemble des ménages avec 83,7% pour la région du Centre
- **Stress** : 15.2% de l'ensemble des ménages avec 20,2% pour la région du Sud et 20,6% pour la région de l'Adamaoua
- **Urgence** : 10,4% pour l'ensemble des ménages avec 44,4% seulement pour la région du Nord-Ouest et 41,3% pour la région du Sud-Ouest

Les résultats

Sur les 58 départements analysés : en phase courante : **3,597,014 personnes** ont été classées en **phase crise et urgence dont 240 233 en phase d'urgence et 3 356 781 en phase de crise** soit **13,23%** de la population analysée.

En période projetée, **206 299 personnes** pourraient être en phase d'urgence. Le nombre de personnes estimé en phase crise et urgence pourrait atteindre **3 234 556 personnes** soit **11,9%** de la population.

La consommation alimentaire des populations est satisfaisante dans la majeure partie du pays, pour la période courante (Octobre-Novembre-Décembre 2022). Sur les cinquante-huit (58) départements analysés, dix (10) départements ont une consommation alimentaire acceptable, c'est-à-dire les ménages consomment au moins cinq (05) groupes d'aliments, vingt-huit (28) ont une consommation alimentaire limite (les ménages consomment moins de cinq (05) groupes d'aliments), vingt (20) ont une consommation alimentaire pauvre, c'est-à-dire que les ménages consomment moins de deux (02) groupes d'aliments.

Dans les départements qui ont une consommation alimentaire acceptable, le Score de Consommation Alimentaire (SCA) est jugé également acceptable, avec des taux qui dépassent généralement les 80%.

Par contre, dans les départements où la consommation alimentaire est limite, comme Logone et Chari, Mayo Danay, Mayo Kani (Extrême-Nord), Boyo, Bui, Donga Mantung, Menchum (Nord-Ouest), Momo, Meme, Ndian, Lebialem (Sud-Ouest), les ménages ont adopté des stratégies d'adaptation de stress (rCSI), avec des proportions qui dépassent parfois les 20% ; ce qui témoigne de leurs difficultés à se nourrir correctement, et nécessitent la mise sur pied des actions pour la protection des moyens d'existence de ces populations.

Pour la période projetée (Juin-Juillet-Août 2023), la consommation alimentaire pourrait rester Acceptable dans neuf départements. Cependant, elle pourrait se dégrader légèrement, pour être limite, dans seize (16) départements. La réduction des stocks des ménages et la hausse des prix constaté pourra se maintenir ou s'accroître durant la période de soudure. Cette augmentation des prix sera beaucoup plus marquée dans les départements du Logone et Chari, du Mayo Danay, du Mayo Tsanaga, Mayo Kani, Mayo Sava, du Boyo, du Bui, du Donga Mantung, Menchum, Mezam, Momo, Ngo-Ketunjia, du Lebialem, de la Meme et du Ndian ce qui se pourrait se traduire par une consommation alimentaire pauvre des ménages.

En ce qui concerne les moyens d'existence, 10,4% des ménages ont eu recours aux stratégies de subsistances irréversibles (stratégie d'urgence qui consiste à vendre la maison ou du terrain, mendier, vendre les derniers animaux femelles, activités illégales pour générer un revenu (vol, prostitution) pour faire face aux difficultés alimentaires. Il faut noter que ces stratégies ont été observées à près de 41,2% dans Sud-Ouest et 44,4% dans le Nord-Ouest d'après l'enquête CFSVA.

Les stratégies de crise ont été adoptées par 10,8% des ménages, avec les taux de 15, 2% au Sud-Ouest et 15,7% au Nord. Pour ce qui est des stratégies de stress (emprunter de l'argent et ou de la nourriture auprès d'un prêteur formel /banque, dépenser l'épargne, vendre les actifs/biens du ménage (radio, meuble, réfrigérateur, télévision, bijoux etc.), vendre plus d'animaux (non-productifs) que d'habitude. Ces stratégies ont été mises en place par 15,2% des ménages sur l'ensemble du territoire national, respectivement avec un pic de 20,2% et 20,6% dans les Régions du Sud et de l'Adamaoua.



FACTEURS DETERMINANTS ET LIMITANTS

Dangers et vulnérabilités

La dégradation de la situation sécuritaire dans le NOSO, la persistance des incursions de Boko Haram, la montée des conflits autour des ressources naturelles (eaux, pâturages...), les inondations, l'effet combiné de la COVID-19, la hausse des prix des denrées de base (huiles et graisses de 35,6%, pains et céréales de 24,3%, poissons et fruits de mer de 17,8%, et viandes de 15,5% (source-INS)), continuent d'impacter durement les dimensions de la sécurité alimentaire dans le Wouri, le Logone et Chari, le Mayo Danay, le Mayo Tsanaga, le Mayo Kani, le Mayo Sava ainsi que les Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. Elles entraînent des déplacements de population, le dysfonctionnement des infrastructures sociales de base (marchés, centres de santé, écoles, points d'eau, etc.). A la date du 31 Octobre 2022, on dénombre plus de **597,909 PDI**. (Source – OCHA)

Le conflit Russo-Ukrainien continue d'affecter divers secteurs de l'économie, en perturbant les chaînes d'approvisionnement et provoquant des hausses de prix des produits de grande consommation. En plus d'affecter les principales importations (blé, matériaux de construction), on assiste à une baisse de la disponibilité des engrais provoquant une hausse vertigineuse du prix de ces derniers. De manière générale, on note une flambée des prix des intrants agricoles au cours du deuxième semestre 2022 : augmentation de 60% du prix du sac d'engrais par rapport à la même période en 2021 : le sac de 50kg d'urée 46% est passé de 25.000 F CFA en 2021 à 40.000 FCFA actuellement, le sac de 50 kg d'engrais NPK 20-10-10 est passé de 18000-35000 fcfa au cours de la même période.

Disponibilité

La campagne agropastorale 2021/2022 a été impactée négativement par la flambée des prix des intrants agricoles (engrais et produits phytosanitaires principalement), les inondations dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord, (principalement dans les Départements du Logone et Chari, du Mayo Danay, de la Bénoué et du Mayo Rey), la destruction des champs par les pachydermes (dans le Département du Mayo Kani) les feux de brousses, les attaques des chenilles défoliatrices et l'insécurité civile dans le NOSO. Ces chocs ont entraîné des baisses de rendements de la production agricole dans les localités touchées.

La production prévisionnelle de céréale de la campagne 2021/2022 est estimée à 3,637,511 tonnes. Comparé à la production totale définie de la campagne 2020/2021 elle est en hausse de 19% et en baisse de 24% à la moyenne des cinq dernières années, respectivement. De façon spécifique, seule la production du Maïs est en hausse de 34% par rapport à l'année dernière. La production du riz et du sorgho sont restées relativement stable par rapport à la campagne précédente avec une production respective de 270 419.97 tonnes et de 10 35 304.85 tonnes.

La production **prévisionnelle** des autres cultures vivrières (macabo/Taro et le manioc) estimée à **7,565,835 tonnes** pour le manioc est en baisse de **6%** par rapport à la campagne précédente et celle du macabo/Taro est de **1,558,377 tonnes** avec une baisse de 9% par rapport à la campagne précédente.

Accessibilité

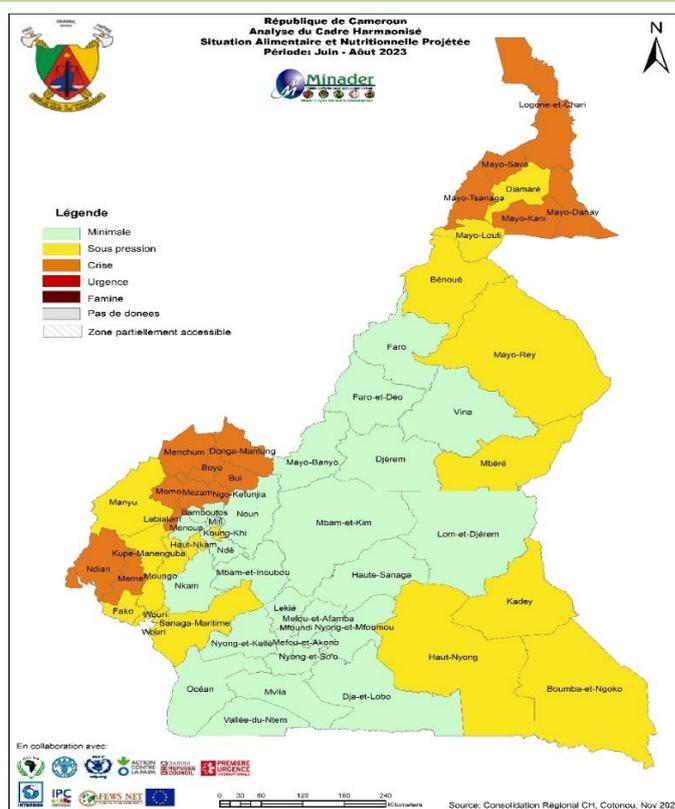
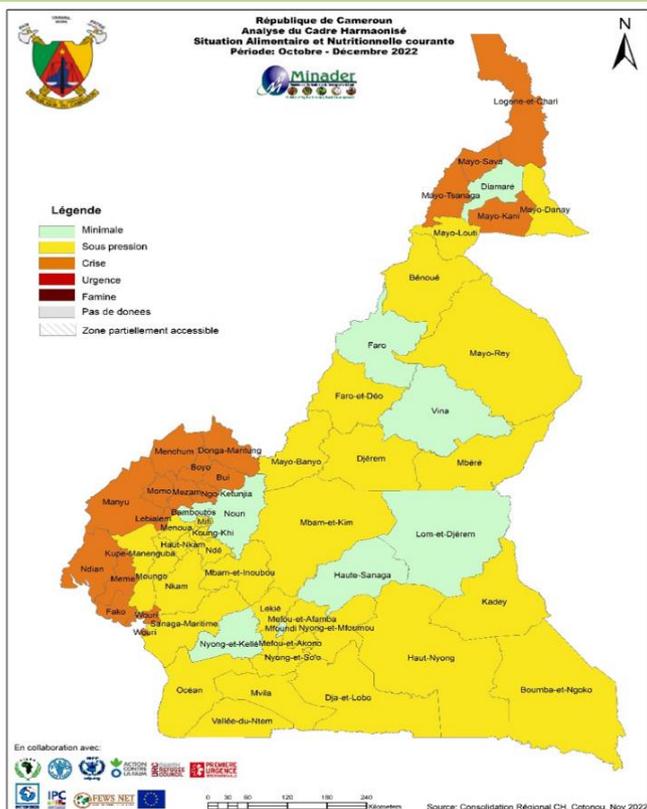
En période projetée, Les conditions d'accès aux aliments seront moyennes à limite surtout dans la partie Septentrionale. Le pouvoir économique des ménages va varier d'un département à l'autre suivant le niveau de revenu de ces derniers. Les prix des céréales vont s'apprécier selon que l'on se trouve en soudure ou non suivant le zonage agroécologie du pays malgré la relative disponibilité des stocks de denrées alimentaires par rapport à la moyenne quinquennale. Certains marchés ne seront pas faciles d'accès en période projetée ceci à cause des probables inondations, l'insécurité continue dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et la non praticabilité de certaines pistes rurales dans la partie méridionale.

La hausse atypique des prix des denrées alimentaires et non alimentaires depuis la période de soudure passée et du fait de la crise ukrainienne s'est maintenue et risque de s'accroître pour les mois à venir. Malgré les nouvelles récoltes, les prix n'ont pas fléchi comme d'habitude. Cette situation impacte négativement sur la reconstitution des stocks nationaux et sur le pouvoir d'achat des ménages.

Les prix du riz et du blé ont augmenté de 10 à 15 % respectivement, l'huile végétale raffinée et huile de palme produite localement ont aussi connu une hausse de 15 %.

Par ailleurs, les prix du bétail et des produits halieutiques ont connu une hausse dans les grands centres de consommation Comme Yaoundé et Douala.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET PROBLÈMES



Niveau de fiabilité : ***

METHODOLOGIE ET DIFFICULTES DANS L'ANALYSE

Le Cadre Harmonisé se base sur l'analyse des quatre principaux indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire (consommation alimentaire, état nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité) mis en relation avec les facteurs contributifs (danger/vulnérabilité, disponibilité alimentaire, accès et utilisation des aliments, y compris l'eau et stabilité) qui peuvent avoir un impact sur l'un ou plusieurs résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les données sur les principaux indicateurs de résultats proviennent de l'enquête Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA) réalisée sur toute l'étendue du territoire sur la période du 13 Juin au 08 Juillet 2022.

La session de l'Analyse Cadre Harmonisé au Cameroun s'est déroulée du 10 au 15 Octobre 2022 et à couvert 58 départements et toutes les régions du Cameroun. Il a regroupé près de 90 participants, représentants des structures techniques de l'Etat (MINADER, MINEPIA, MINEE, MINAT, MINSANTE, MINCOMMERCE, MINEPAT/INS, ONACC, Office Céréalière), les organisations de la Société civile, les partenaires techniques et financiers (PAM, FAO), ACF, Solidarités International, FEWSNET, Réseau de Lutte Contre la Faim, SHUMAS, EPDA Cameroun.

Les résultats de base ont été obtenus au terme des travaux de groupe et en plénière. Les analyses ont été menées au niveau départemental. Les données utilisées, proviennent des résultats de la CFSVA conduite dans toutes les régions du Cameroun. Les données des facteurs contributifs proviennent des rapports des délégués départementaux, d'arrondissement, des services statistiques régionaux du MINADER et MINEPIA, des administrations sectorielles (MINEE, MINADT, MINCOMMERCE etc.), des partenaires et membres du GTSA.

Au terme de 6 jours d'analyse, un groupe technique (MINADER, FAO, PAM, ACF et FEWSNET) restreint a été mis en place pour assurer la revue des résultats issus de la phase d'analyse, procéder à la consolidation des données et informations pertinentes de chacun des 58 départements, dans un souci d'harmonisation et de capitalisation des acquis entre l'expertise locale et les facilitateurs du CILSS. Cette phase a nécessité 03 jours de travail continu. Au terme de celle-ci un draft de la fiche de communication a été produit et présenté.

Calendrier culturel

Région	Janvier	Fevrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Decembre
Ouest			Piquetage (Palmier, cafeier, cacaoyer)	Semi (maïs, arachide, haricot, legumes)	Entretien		Recolte (maïs, arachide, haricot, legume)				Tubercules, cereales, café, cacao	
Sud-Ouest		Poivrier	Piquetage (Palmier, cafeier, cacaoyer)	Semi (maïs, arachide, haricot, legumes)	Entretien	Entretien/r recolte du poivron	Recolte (maïs, arachide, haricot, legume)				Tubercules, cereales, café, cacao	
Centre Sud		Tabac	Piquetage (Palmier, cafeier, cacaoyer)	Semi (maïs, arachide, haricot, legumes)	Entretien	Entretien/r recolte dt tabac	Recolte (maïs, arachide, haricot, legume)				Tubercules, cereales, café, cacao	
Est		Tabac	Piquetage (Palmier, cafeier, cacaoyer)	Semi (maïs, arachide, haricot, legumes)	Entretien	Entretien/r recolte dt tabac	Recolte (maïs, arachide, haricot, legume)				Tubercules, cereales, café, cacao	
Littoral		Poivrier	Piquetage (Palmier, cafeier, cacaoyer)	Semi (maïs, arachide, haricot, legumes)	Entretien	Entretien/r recolte du poivron	Recolte (maïs, arachide, haricot, legume)				Tubercules, cereales, café, cacao	
Nord-Ouest		Theier	Piquetage (Palmier, cafeier, cacaoyer)	Semi (maïs, arachide, haricot, legumes)	Entretien		Recolte (maïs, arachide, haricot, legume)				Tubercules, cereales, café, cacao	
Pluies						Fortes pluies						
Extreme-Nord	Sorgho ss	Sorgho ss			Semi (manio)	Semi (coton)	Cereales, oignon)		Cereales, arachide, legume	tubercules, coton		
Nord					Semi (manio)	Semi (coton)	Cereales, oignon)		Cereales, arachide, legume	tubercules, coton		
Adamaoua					Semi (manio)	Semi (Cereales, haricot, legumes)			Cereales, arachides, legumes, roselle	tubercules, roselle		
Pluies							Fortes pluies					
Legende	preparation du sol	semi				Entretien des cultures/plantations				Recoltes		

Calendrier de collecte des données sur les principaux indicateurs et facteurs

Le calendrier de suivi des indicateurs commence par le suivi de la campagne agricole débutant à partir de Février en collaboration avec les points focaux PNVRSA et les structures déconcentrées des départements en charge de l'agriculture et de l'élevage.

Activités	Jan	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Déc
Suivi qualitatif de la campagne agricole												
Résultats prévisionnels												
Enquête FSMS												
Collecte des données secondaires (Prè-CH) dans les Régions pour session de Février + Résultats FSMS												
Enquête ENSAN												
Collecte des données secondaires (Prè-CH) dans les Régions pour session Octobre + Résultats ENSAN												
Analyse RIMA												

RECOMMANDATIONS

La plupart des sources d'informations étaient disponibles au cours de cette session. Les sessions gagnent en expérience et bénéficient de la contribution des différents acteurs et de la disponibilité des informations provenant de plusieurs sources.

Toutefois, il est indispensable de poursuivre les actions de renforcement du processus et le développement du Cadre Harmonisé dans le pays.

Au terme de l'analyse et à la lumière des preuves disponibles, la cellule a formulé des recommandations, afin d'améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables et les futures sessions d'analyses du cadre harmonisé.

Le Gouvernement et les partenaires sont invités à prendre les mesures idoines pour améliorer et renforcer leur appui technique et financier ciblant les populations vulnérables. La priorité doit être accordée aux populations affectées, soit **240,233 personnes** en période courante et **206,299 personnes** en période projetée. L'objectif recherché étant d'anticiper la détérioration de leur situation alimentaire et nutritionnelle au cours de la période Octobre-Décembre 2022 et/ou Juin et Août 2023. Cette dernière correspond avec la période de soudure dans les régions septentrionales.

Les actions prioritaires sont:

- Actualiser le plan national de réponse à la crise alimentaire,
- Déclencher l'aide humanitaire pour les populations en Urgence (**240,233 personnes**) actuellement dans les 10 régions du Cameroun en période courante et **206,299 personnes** en période projetée. Le Gouvernement devra mobiliser ses propres ressources en complément des appuis des partenaires financiers potentiels sur les plans multilatéraux et bilatéraux, afin d'améliorer les conditions de vie, protéger les moyens d'existence, prévenir la perte des avoirs, et réduire les niveaux de malnutrition,
- Mettre en œuvre des interventions visant à améliorer la résilience des populations en phase sous pression en apportant un appui à la production végétale, animale et renforcer les moyens d'existence des populations : appuis en intrants, financement de la production dans les zones rurales et péri-urbaines, petits aménagements hydroagricoles et des couloirs de transhumance, appui en filets de pêche, prendre des mesures pour contenir les pachydermes dans leur milieu de vie,

- Rechercher des financements pour les projets d'urgences de réponse aux crises alimentaires,
- etc.

A l'endroit du Gouvernement :

- Accélérer le processus d'adhésion du Cameroun au CILLS
- Préparer dès maintenant l'actualisation du plan national de réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment en faveur des populations en phase crise à pire dans tout le pays ;
- Renforcer des actions de concertation et de sécurisation afin de faciliter l'accès humanitaire dans les zones inaccessibles et d'accès limité ;
- Mettre en place des actions visant à favoriser la réduction des conflits agriculteurs-éleveurs;
- Anticiper les actions de protection des pâturages en se dotant de stratégie de gestions des feux de brousse afin de protéger la biomasse disponible ;
- Renforcer les actions de résilience en faveur des populations vulnérables identifiées sous pression (phase 2) alimentaire ;
- Poursuivre le renforcement des capacités du dispositif central et régional sur l'outil Cadre Harmonisé ;
- Assurer un financement pérenne pour la collecte de données et l'organisation des sessions d'analyse du Cadre Harmonisé.
- Rendre fonctionnel le Comité Interministériel de Sécurité Alimentaire (CISA) logé au premier ministère,
- Mettre sur pieds et rendre opérationnel le dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles au Cameroun,
- Appuyer financièrement la collecte des données de sécurité alimentaire (MINADER, MINEPIA, MINCOMMERCE, MINEE, MINEPAT etc.) ;
- Renforcer l'Office Céréalière pour la constitution des stocks de sécurité ou la régulation des prix des céréales ;
- Le Ministère de la Santé Publique doit fournir à temps les données sur l'enquête SMART pour faciliter la prise en compte des données sur la nutrition et la mortalité.

A l'endroit des partenaires techniques et financiers:

- Soutenir le Gouvernement dans l'actualisation et le suivi du Plan National de Réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Appuyer les systèmes de collecte des données fiables en veillant au respect des échéances des dispositifs régional et nationaux d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Appuyer les stratégies nationales en matière d'approvisionnement en engrais accessible aux petits producteurs pour booster la croissance agricole.
- Poursuivre et renforcer l'assistance humanitaire ;
- Apporter une assistance humanitaire immédiate aux populations vulnérables identifiées, notamment dans les Départements en situation de crise en particulier dans les zones impactées par l'insécurité ;
- Apporter un appui technique et financier aux études et opérations de collecte des données de sécurité alimentaire et nutritionnelle (évaluation de la sécurité alimentaire, collecte des données sur les marchés etc.).
- Appuyer le renforcement des capacités des cadres nationaux sur l'élaboration des bilans céréalières, bilans alimentaires et la présentation des rapports de collecte des données administratives.
- Apporter des appuis techniques et matériels au dispositif national de prévention et d'alerte,
- Mettre à la disposition du PNVRSA des données d'enquête réalisées au sein de leur structure.

A l'endroit du CILSS

- Soutenir le Cameroun dans son processus d'adhésion ;
- Poursuivre l'amélioration des tableaux d'analyse du Cadre Harmonisé et de l'inférence de certaines preuves (facteurs contributifs) sur le phasage des indicateurs ainsi que la méthodologie d'estimation des populations,
- Renforcer les capacités du personnel du MINADER, MINEPIA pour la facilitation et le coaching des CH.

A l'endroit des services techniques du MINADER/PNVRSA

- Permettre à la cellule d'analyse de mettre en place un cadre de collecte des données sur les indicateurs du CH au niveau des arrondissements.
- Prendre les dispositions utiles et pertinentes pour organiser le processus de collecte et de compilation des preuves au niveau régional afin de faciliter la production et la mise à disposition des fiches d'inventaire des preuves par la Cellule d'Analyse, deux semaine au plus tard avant le début des sessions d'analyse ;
- Mettre en place des activités pour l'accompagnement des communautés à l'éducation nutritionnelle et la production des cultures à hautes valeurs nutritives.
- Mettre l'accent sur le fonctionnement du GTSA

Les éléments à surveiller d'ici à Août 2023

- Suivre les conséquences des inondations et leurs impacts sur la sécurité alimentaire des ménages de l'Extrême-Nord et du Nord ;
- Le suivi de la crise sociopolitique et le retour des personnes déplacées internes dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Ouest, du Littoral,
- Suivi de l'évolution des prix des intrants agricoles ;
- La fonctionnalité des marchés ;
- Suivre l'impact la crise ukrainienne sur la sécurité alimentaire.

PERIODE COURANTE PAR DEPARTEMENTS

1er niveau administratif	2 ^{ème} niveau administratif	3 ^{ème} niveau administratif	SITUATION COURANTE							
			Classification de la zone	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5	
Cameroun	Adamaoua	Djérem	2	138,047	46,692	18,271	-	-	18,271	
Cameroun	Adamaoua	Faro-et-Déou	2	92,733	30,911	10,752	-	-	10,752	
Cameroun	Adamaoua	Mayo-Banyo	2	200,598	79,024	24,315	-	-	24,315	
Cameroun	Adamaoua	Mbéré	2	172,932	72,520	30,681	2,789	-	33,471	
Cameroun	Adamaoua	Vina	1	428,687	72,309	15,495	-	-	15,495	
Cameroun	Centre	Haute-Sanaga	1	133,008	18,559	3,093	-	-	3,093	
Cameroun	Centre	Lekié	2	339,458	79,354	22,043	-	-	22,043	
Cameroun	Centre	Mbam-et-Inoubou	2	189,261	69,881	29,117	2,912	-	32,029	
Cameroun	Centre	Mbam-et-Kim	2	108,950	39,027	14,635	-	-	14,635	
Cameroun	Centre	Mefou et Afamba	2	147,613	36,903	9,711	-	-	9,711	
Cameroun	Centre	Mefou-et-Akono	2	65,488	20,010	5,457	-	-	5,457	
Cameroun	Centre	Mfoundi	1	2,407,258	377,040	116,012	-	-	116,012	
Cameroun	Centre	Nyong-et-Kellé	1	176,066	20,007	4,001	-	-	4,001	
Cameroun	Centre	Nyong-et-Mfoumou	2	124,019	28,992	8,053	-	-	8,053	
Cameroun	Centre	Nyong-et-So'o	2	132,249	35,743	10,723	-	-	10,723	
Cameroun	Est	Boumba-et-Ngoko	2	120,891	44,445	12,445	-	-	12,445	
Cameroun	Est	Haut-Nyong	2	205,953	75,718	21,201	-	-	21,201	
Cameroun	Est	Kadey	2	209,959	56,746	17,024	-	-	17,024	
Cameroun	Est	Lom-et-Djérem	1	361,278	51,004	12,751	-	-	12,751	
Cameroun	Extrême-Nord	Diamaré	1	824,593	116,413	29,103	-	-	29,103	
Cameroun	Extrême-Nord	Logone-et-Chari	3	360,458	220,688	132,413	22,069	-	154,482	
Cameroun	Extrême-Nord	Mayo-Danay	2	439,542	239,750	103,892	15,983	-	119,875	
Cameroun	Extrême-Nord	Mayo-Kani	3	293,392	183,370	122,247	12,225	-	134,471	
Cameroun	Extrême-Nord	Mayo-Sava	3	226,615	184,454	105,402	10,540	-	115,943	
Cameroun	Extrême-Nord	Mayo-Tsanaga	3	507,520	317,200	211,467	21,147	-	232,613	
Cameroun	Littoral	Moungo	2	321,463	175,344	87,672	-	-	87,672	
Cameroun	Littoral	Nkam	2	39,625	12,454	4,529	-	-	4,529	
Cameroun	Littoral	Sanaga-Maritime	2	172,608	55,034	22,514	-	-	22,514	
Cameroun	Littoral	Wouri	3	1,369,662	923,033	655,056	29,775	-	684,831	
Cameroun	Nord-Ouest	Boyo	3	75,065	67,366	40,419	9,624	-	50,043	
Cameroun	Nord-Ouest	Bui	3	282,841	109,167	99,242	4,962	-	104,205	
Cameroun	Nord-Ouest	Donga-Mantung	3	162,245	158,085	87,363	8,320	-	95,683	
Cameroun	Nord-Ouest	Menchum	3	82,391	102,364	54,927	9,987	-	64,914	
Cameroun	Nord-Ouest	Mezam	3	339,265	282,721	161,555	24,233	-	185,788	
Cameroun	Nord-Ouest	Momo	3	70,538	91,913	42,750	8,550	-	51,300	
Cameroun	Nord-Ouest	Ngo-Ketunjia	3	118,382	106,833	63,522	-	-	63,522	
Cameroun	Nord	Bénooué	2	936,405	365,783	160,945	-	-	160,945	
Cameroun	Nord	Faro	1	100,228	16,705	2,386	-	-	2,386	
Cameroun	Nord	Mayo-Louti	2	416,675	181,455	67,206	6,721	-	73,926	
Cameroun	Nord	Mayo-Rey	2	418,836	161,091	64,436	-	-	64,436	
Cameroun	Ouest	Bamboutos	1	383,058	54,079	13,520	-	-	13,520	
Cameroun	Ouest	Haut-Nkam	2	156,199	51,323	15,620	-	-	15,620	
Cameroun	Ouest	Hauts-Plateaux	2	85,794	29,841	8,704	-	-	8,704	
Cameroun	Ouest	Koung-Khi	2	68,142	25,052	7,015	-	-	7,015	
Cameroun	Ouest	Menoua	2	295,077	105,699	39,637	-	-	39,637	
Cameroun	Ouest	Mifi	2	329,865	92,920	41,814	-	-	41,814	
Cameroun	Ouest	Ndé	2	112,558	24,851	8,771	-	-	8,771	
Cameroun	Ouest	Noun	1	582,133	84,164	35,068	-	-	35,068	
Cameroun	Sud-Ouest	Fako	3	323,471	244,401	136,577	14,377	-	150,953	
Cameroun	Sud-Ouest	Kupe-Manenguba	2	100,884	45,561	16,272	-	-	16,272	
Cameroun	Sud-Ouest	Lebialem	3	70,115	59,598	36,810	8,764	-	45,575	
Cameroun	Sud-Ouest	Manyu	3	125,556	89,284	55,803	8,370	-	64,173	
Cameroun	Sud-Ouest	Meme	3	186,316	201,422	100,711	15,107	-	115,818	
Cameroun	Sud-Ouest	Ndian	3	71,788	73,677	39,672	3,778	-	43,451	
Cameroun	Sud	Dja-et-Lobo	2	191,228	78,920	33,389	-	-	33,389	
Cameroun	Sud	Mvila	2	179,746	71,898	24,888	-	-	24,888	
Cameroun	Sud	Océan	2	162,849	82,804	30,362	-	-	30,362	
Cameroun	Sud	Vallée-du-Ntem	2	87,864	26,847	7,322	-	-	7,322	
TOTAL CAMEROUN					16,825,443	6,768,449	3,356,781	240,233	-	3,597,014
					62%	25%	12%	1%	0%	13,23%

PERIODE PROJETEE PAR REGION

REGIONS	Ph1	Ph2	Ph3	Ph4	Ph5	Ph3+	%Ph3+/Rég
ADAMAOUA	1,179,008	191,840	65,906	-	-	65,906	5%
CENTRE	4,093,667	532,093	148,886	-	-	148,886	3.1%
EST	837,881	264,325	87,209	-	-	87,209	7.3%
EXTREME NORD	2,279,358	1,461,518	840,341	119,268	-	959,609	20.4%
LITTORAL	2,346,214	964,860	557,695	-	-	557,695	14.4%
NORD	1,800,366	761,380	330,405	6,721	-	337,126	12%
NORD OUEST	1,199,600	861,629	547,497	55,904	-	603,400	23%
OUEST	2,210,014	334,652	106,237	-	-	106,237	4%
SUD	802,057	122,580	53,481	-	-	53,481	5.4%
SUD OUEST	1,156,163	557,146	290,600	24,407	-	315,007	16%
TOTAL	17,904,328	6,052,022	3,028,257	206,299	-	3,234,556	11.9%
	66%	22%	11%	1%	0%	11.9%	

CONTACTS

Maina Hamadou : Programme National de Veille et de Renforcement de la Sécurité Alimentaire /PNVRS/ MINADER.
Maina_hamadou@yahoo.com Tel : +237 674 40 60 46 / 222 22 41 05

PAYANG Jérémie : Coordonnateur National Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire (GTSA) WFP.
Jeremie.payang@wfp.org Tel : +237 699 548 047

LISTE DES STRUCTURES AYANT PARTICIPE A L'ANALYSE



MINADER, MINEPIA, MINEE, MINAT, MINSANTE, MINCOMMERCE, INS, FAO, PAM, PUI, RELUFA, INTERSOS, FEWSNET